

Indonésie, Suisse, même combat chez Nestlé

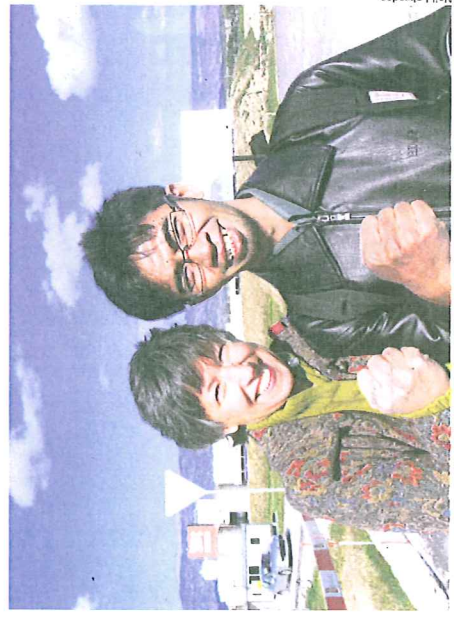
Les employés de Nescafé à Panjang luttent pour que les salaires soient négociés. Alors qu'en Suisse, les syndicats sont tenus à distance chez Nespresso

me mo Alors que Nestlé engrangé des bénéfices record - environ 10 milliards de francs par année - il rechigne à relever les salaires. En Indonésie, au sein de la fabrique de Nescafé de Panjang, le syndicat local réclame simplement de pouvoir négocier. En Suisse, la situation n'est guère plus réjouissante chez Nespresso. La campagne mondiale «Halte à la Nespresso» contre les violations des droits humains de la part de Nestlé continue.

«Cela fait cinq ans que nous revendiquons de pouvoir négocier les salaires», raconte Eko Sumaryono, président du syndicat de l'usine Nescafé de la ville de Panjang en Indonésie, qui compte 250 travailleurs. Mais la demande des salariés s'est heurtée à un mur. La direction a toujours refusé catégoriquement d'entrer en matière, invoquant le «secret d'entreprise», pour ne communiquer aucune information. Une réponse qui constitue une violation flagrante de la convention 98 de l'Organisation internationale du travail (OIT).

A Nestlé Panjang, comme dans la plupart des filiales dans le monde, la rémunération est attribuée sur une base individuelle, soi-disant au mérite: «Certains employés reçoivent sans explication 6% d'augmentation, d'autres 12% ou 25%, alors que l'inflation atteint généralement au moins 15%, et bien sûr les travailleurs syndiqués ne reçoivent jamais le maximum», explique le syndicaliste indonésien. Depuis 1997, les salaires réels ont beaucoup baissé au sein de la firme, car les hausses annuelles ne compensent pas le renchérissement. «La paie moyenne d'un ouvrier qualifié est de 200 dollars. Or, rien que pour nourrir une famille de quatre personnes, il faut compter 100 dollars. S'ajoutent ensuite le loyer, environ 80 dollars, et les frais d'écolage de 20 dollars par enfant. Impossible de vivre correctement dans ces conditions», continue Eko Sumaryono.

Lorsque l'on sait que Nestlé réalise des bénéfices faramineux - 10 milliards par année environ - et que la firme a racheté pour 8,7 milliards de ses actions en 2008 afin d'accroître le ratio du bénéfice par titre, l'on comprend que les employés ne se résignent pas à vivre dans la pauvreté!



Jacqueline Baroncini, secrétaire de l'UITA, organisation qui a lancé la campagne «Halte à la Nespresso», a accompagné le syndicaliste indonésien devant l'usine d'Orbe.

A la suite d'une visite à l'OIT à Genève, Eko Sumaryono s'est rendu à Orbe le 15 octobre pour rencontrer des militants du site de production suisse de Nestlé et un représentant du syndicat local (lire ci-dessous).

200 dollars pour vivre

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la peur régnait sur le site de Nestlé. La crainte d'un licenciement-représaille à la suite d'une activité militante laisse songeur. «En Suisse, la démocratie s'arrête à la porte des entreprises», nous disait récemment un secrétaire syndical. Nestlé semble appliquer ce principe jusqu'à l'extrême. La situation dans les usines suisses n'est donc à cet égard parfois pas plus enviable que celle qui prévaut dans la fabrique Nescafé de Panjang. Sur le site Nestlé d'Orbe, qui compte environ 400 ouvriers affectés à la production, seuls 150 sont couverts par une convention collective de travail (CCT). Ce sont les travailleurs de Nescafé. Ils disposent aussi d'un avenant à la CCT qui précise les salaires à l'embauche. «Mais les informations sur les paies livrées par la direction s'avèrent laconiques», indique Pierre-André Charrière, secrétaire syndical à Unia Yverdon, ce qui rend plus difficile les négociations. Fin 2008, la direction a aussi tenté de refuser la composition de la délégation syndicale proposée en vue du renouvellement de la CCT. L'entreprise a cherché à affaiblir le syndicat en s'appuyant sur la commission du personnel, ce qui est contraire aux conventions de l'OIT. Elle a dû renoncer à ce projet.

Manif chaque semaine

Chaque semaine depuis deux ans, le syndicat indonésien organise une

manifestation à Panjang, qui part du centre-ville pour rejoindre l'usine. Mais la mobilisation a son prix: la plupart de ses membres actifs, comme Eko Sumaryono, ont été mutés et isolés du reste du personnel. La direction a aussi créé un syndicat maison à sa botte. Du coup, le nombre de membres du syndicat combatif a fondu de moitié. Aujourd'hui, la direction locale a fait mine de céder en annonçant qu'elle acceptait de négocier les salaires, à condition que le syndicat fantôme soit associé aux pour-

parlers... Une nouvelle manœuvre de la direction que les militants ne sont pas prêts d'accepter...

Christophe Koesler ■

Rappel. La campagne «Halte à la Nespresso» dans le monde est organisée par l'Union internationale des travailleurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire (UITA). Voir www.uita.org/nespresso/fr/

Peur et opacité chez Nestlé Suisse

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la peur régnait sur le site de Nestlé. La crainte d'un licenciement-représaille à la suite d'une activité militante laisse songeur. «En Suisse, la démocratie s'arrête à la porte des entreprises», nous disait récemment un secrétaire syndical. Nestlé semble appliquer ce principe jusqu'à l'extrême. La situation dans les usines suisses n'est donc à cet égard parfois pas plus enviable que celle qui prévaut dans la fabrique Nescafé de Panjang. Sur le site Nestlé d'Orbe, qui compte environ 400 ouvriers affectés à la production, seuls 150 sont couverts par une convention collective de travail (CCT). Ce sont les travailleurs de Nescafé. Ils disposent aussi d'un avenant à la CCT qui précise les salaires à l'embauche. «Mais les informations sur les paies livrées par la direction s'avèrent laconiques», indique Pierre-André Charrière, secrétaire syndical à Unia Yverdon, ce qui rend plus difficile les négociations. Fin 2008, la direction a aussi tenté de refuser la composition de la délégation syndicale proposée en vue du renouvellement de la CCT. L'entreprise a cherché à affaiblir le syndicat en s'appuyant sur la commission du personnel, ce qui est contraire aux conventions de l'OIT. Elle a dû renoncer à ce projet.

Quant aux 250 ouvriers de Nespresso employés à Orbe, ils ne disposent pas de CCT et doivent se contenter d'un règlement, négocié uniquement par la commission du personnel. Même topo pour les quelque 300 travailleurs affectés à la production de Nespresso sur le nouveau site d'Avenches... Indonésie, Suisse, même combat!

CK ■